Journée mondiale des réfugiés : les dirigeants du monde devraient mettre fin à la discrimination et faire preuve de plus de solidarité envers les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants

Déclaration conjointe, 19 juin 2020

Genève OMCT) - Alors que le monde célèbre la journée des réfugiés, le groupe de travail sur la migration et la torture en Afrique appelle les dirigeants mondiaux qui rouvrent actuellement progressivement leurs frontières nationales, à la suite d'une pandémie très violente, à tirer les leçons de notre fragilité collective et de la nécessité faire preuve de plus de solidarité et de protection envers les groupes les plus vulnérables, notamment les demandeurs d'asile, les réfugiés et les migrants.

De nombreux pays se remettent de la crise sanitaire qui frappe toujours le monde. La maladie a touché plus de 8.242.998 personnes et tué 445.535 autres. Les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés ont été parmi les groupes les plus touchés, risquant une exposition plus élevée au virus ou une discrimination accrue dans leurs pays d'accueil.

Mettre fin à la discrimination et aux mauvais traitements

La pandémie ayant contraint les dirigeants mondiaux à fermer leurs frontières, les migrants ont été victimes de discrimination et de mauvais traitements aux frontières ou laissés dans des centres de détention pour migrants sans protection appropriée. En effet, nos organisations ont reçu des témoignages et des alertes sur les traitements stigmatisants, discriminatoires, inhumains et dégradants subis par les migrants au début de la pandémie. Les migrants ont été soumis à des tests de force, mis en quarantaine et privés d'accès aux services de base. Plusieurs travailleurs migrants et hommes d'affaires ont été expulsés d'hôtels et d'appartements, se sont vu refuser l'accès aux centres commerciaux, aux magasins, aux restaurants et se sont vu imposer des mesures de quarantaine plus strictes. Les témoignages révèlent que de nombreux migrants se sont trouvés sans abri et privés de nourriture en raison de politiques coercitives et discriminatoires les

ciblant particulièrement.

Réfugiés : camps surpeuplés, statuts juridiques et accès aux besoins essentiels

Les migrants et les personnes déplacées vivant dans des abris de fortune, des logements partagés et surpeuplés avec des cuisines et des toilettes communes n'ont pas pu s'isoler correctement et respecter la distanciation sociale. L'accès limité à de nombreuses ressources a laissé les camps de réfugiés surpeuplés sans installations appropriées pour éviter les risques sanitaires et dans l'anxiété de contracter le virus. Dans certains pays, les réfugiés ont déclenché une grève pour obtenir un soutien financier adéquat.

Dans de nombreux pays, les services d'immigration sont toujours fermés, ce qui accroît la vulnérabilité des sans-papiers, soucieux de leur statut juridique. De nombreux réfugiés ou migrants ne peuvent pas consulter un médecin et craignent des frais de santé onéreux ou d'être renvoyés dans leur pays d'origine que, la plupart du temps, ils ont été forcés de fuir.

En outre, l'isolement imposé par des mesures restrictives a empiré la santé mentale et le bien-être psychosocial déjà fragiles des réfugiés et des migrants. La plupart des migrantes et des réfugiées sont toujours exposées à la violence sexuelle et certaines survivantes de violences sexuelles et sexistes n'ont pas accès aux services appropriés sensibles au genre.

Un appel à la solidarité pendant Covid-19 et au-delà : il est temps de tirer des leçons

Si la pandémie a stoppé les déplacements mondiaux pendant un certain temps, la réouverture des frontières devrait accorder une attention particulière à ceux qui ont vécu sans soins et qui ont besoin de solidarité et de protection. La pandémie a montré une fragilité socio-économique collective, qui ne peut être combattue que collectivement.

Le groupe de travail sur les migrations et la torture en Afrique est préoccupé par l'inévitable crise sociale et économique qui pourrait avoir un effet négatif sur les groupes les plus vulnérables et appelle :

o Les services d'immigration à étendre la validité des documents afin de permettre aux réfugiés et aux demandeurs d'asile de bénéficier des mesures sociales prises pour le reste de la population;

o Les forces de sécurité aux frontières à traiter avec dignité les demandeurs d'asile et les migrants;

o Les entités de protection sociale à fournir des services de base à toutes les populations de migrants quel que soit leur statut juridique;

o Les gouvernements à garantir l'accès aux soins de santé pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et les migrants et à annuler tous les frais médicaux pendant la période du Covid-19;

o Les gouvernements à assurer la disponibilité de masques, de kits hygiéniques et alimentaires et un hébergement d'urgence et d'abris sûrs pour ceux qui partent dans des camps surpeuplés ou pour les sans-abris;

- Les gouvernements à veiller à ce que les migrants et les réfugiés aient accès aux services de santé mentale pour gérer les effets de l'isolement et de la quarantaine qui ont exacerbé la violence sexiste.

Signataires :

- **DIEYE Aminata** Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT)
- **OYAMTA BALDAL** Ligue Tchadienne DH (réseau) /Tchad
- **ALAA TALBI** Forum Tunisien pour les Droits Économiques et Sociaux (FTDES) /Tunisie
- **MWANGI KEVIN** Independent Medico-Legal Unit (IMLU) /Kenya
- **ESTHER NABWIRE** African Centre for Treatment and Rehabilitation of Torture Victims / Uganda
- **ELMEHDI AG WAKINA** Association Malienne pour la Survie au Sahel (AMSS) /Mali
- **BADAMASSI YAHAYA** Alternative Espaces Citoyens/ Niger
- **MOUSAPHA KEBE** Réseau Migration développement (REMIDEV) / Sénégal
- **MOHAMMED BADAWI** Africa Centre for Justice and Peace Studies (ACJPS) /Soudan
- **MAITE PAREJO SOUSA** Asociacio?n Pro Derechos Humanos de Espan?a (APDHE)/Spain
- **SUSANNA MARIETTI** Antigone/Italy

Le groupe de travail SOS-Torture Migration et torture en Afrique, est un groupe de 10 experts du réseau OMCT SOS-Torture, qui vise à analyser des informations de première main afin d'établir des recherches et des recommandations faisant autorité pour la protection des migrants contre torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le groupe est parrainé par l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) et le Collectif des associations contre l'immunité au Togo (CACIT).

Contact Media:

Iolanda Jaquemet

World Organization Against Torture

ij@omct.org mobile

+41 79 539 4106

Copyright © 2010 Organisation Mondiale Contre la Torture PDF généré sur: January 18, 2021 13:05